

**Interpellation à Monsieur Elio DI RUPO, Ministre-Président,
relative à la prise de décisions urgentes pour un changement
radical des pratiques de gouvernance et des mœurs politiques en
Wallonie.**

**Bernard WESPHAEEL
Député
Chef du groupe ECOLO**

Namur, le 29 mai 2006

Monsieur le Ministre-Président,

Ce n'est pas à vous qu'il faut expliquer longuement que la Wallonie traverse une période troublée. Cela étant, les événements récents montrent à quel point s'avèrent timorées les réformes successives que votre Gouvernement a fait adopter en grande pompe depuis son entrée en fonction et dont le CDH fait des gorges chaudes : limitation à 1,5 fois le salaire d'un parlementaire, déclaration et publication des mandats et des montants, publication des marchés publics, code de déontologie et d'éthique (Ah, les beaux mots !), cadastre des mandats.

Pour tout dire, ces modifications sont d'ores et déjà dépassées dans les faits. En vérité, elles l'étaient déjà le jour où elles ont été votées, y compris celles adoptées dernièrement. En matière de gouvernance, le mal wallon est bien pire que vous ne l'avez imaginé ou, plus exactement, que vous n'avez osé l'imaginer. Pour en sortir par le haut, ECOLO a multiplié les propositions, mais le Gouvernement et le Parlement n'ont rien voulu entendre ou si peu.

C'est vrai, que représentent trois parlementaires verts sur septante-cinq ? ECOLO, combien de divisions ?

Maintenant que la réalité dépasse très largement la fiction, il est urgent de prendre des mesures qui vont bien au-delà des timides premiers pas que vous avez accomplis en deux ans. Maintenant, il vous faut vraiment écouter ce trio d'empêcheurs de danser en rond. Osez enfin endosser leurs propositions et celles de leur parti pour qu'ensuite le Gouvernement puisse présenter au Parlement des réformes qu'on pourra réellement qualifier de révolutionnaires en matière de nouvelle gouvernance !

Vous-même, Monsieur le Ministre-Président, semblez partager ce point de vue puisque le président du PS, à l'issue d'un bureau politique qui s'est apparenté à un véritable marathon et dont je ne vous demande pas de trahir le secret des délibérations, a formulé des « propositions structurelles pour une meilleure gestion publique en Wallonie », notamment la mise sur pied d'une « forme d'inspection appelée à se pencher sur les structures financées par les communes ou les provinces » et « la création de maisons mères dans le secteur du logement social ».

J'aimerais bien évidemment savoir ce qu'en pense votre partenaire CDH, mais ce serait plutôt à Monsieur Antoine de nous le dire. J'en reviens à mon sujet.

Dans la nouvelle tourmente qui balaie la région carolorégienne, sa ville et son PS, nécessité semble désormais faire loi et la pression des événements (ou la frousse de perdre les élections) est parfois bonne conseillère. La Wallonie, c'est un peu comme la construction européenne. Pour que cela avance vraiment, il faut une crise. Le PS, c'est apparemment un peu la même chose. Bien au chaud dans ses charentaises, il s'abandonne aux délices de Capoue et du pouvoir. En un mot comme en cent, il est parfois un peu dur à la détente et il faut un séisme pour qu'il consente à « se bouger ».

D'un coup, une tornade a soufflé sur l'Intercommunale de collecte et de destruction des immondices (ICDI). Elle a envoyé deux de ses principaux dirigeants sous les verrous, Elle a eu d'autres effets.

Dans la foulée de ces incarcérations, le bureau de l'USC de Charleroi s'est en effet réuni le lundi 22 mai et a pris, je cite la RTBF, « une série de mesures rompant avec les pratiques du passé ». Par exemple, je cite toujours, « les administrateurs des sociétés de logement de Charleroi vont devoir démissionner, les conseils d'administration seront recomposés, les partis d'opposition pourront y entrer. Le cumul entre fonction d'échevin, de bourgmestre et de président d'intercommunale sera dorénavant interdit ».

Autant de mesures « de rupture » qu'il y a peu, les partis de la majorité rejetaient avec dédain et refusaient d'intégrer dans le code de la démocratie locale et de la décentralisation alors en discussion. A ma connaissance, ni le Ministre-Président ni le Président du PS ne les ont encore fait siennes puisqu'elles n'apparaissent pas dans les propositions que le second cité a énoncées lors de la conférence de presse qui a suivi le bureau politique du PS du 29 mai.

D'autres éléments puisés dans l'actualité ailleurs en Wallonie montrent qu'il est grand temps que le Gouvernement reprenne la main et ose enfin franchir le Rubicon d'une véritable nouvelle gouvernance.

Depuis quelques semaines, le Président du PS réclame à cor et à cris de ses coreligionnaires carolorégiens qu'ils osent enfin poser des « gestes forts ».

ECOLO fait aujourd'hui de même avec le Ministre-Président wallon. Quand son Gouvernement osera-t-il enfin proposer au Parlement les « gestes forts » que le Président du PS réclame à son parti, même s'il paraît ensuite se contenter de peu et qu'il faut une loupe pour en mesurer toute l'importance ? Ce n'est pas moi qui le dis, c'est la presse au lendemain des décisions prises par le bureau politique du PS et des propositions de réforme structurelle qui ont suivi !

Si vous manquez d'imagination ou d'audace en matière de nouvelle gouvernance, n'hésitez pas, Monsieur le Ministre-Président, Mesdames et Messieurs les ministres du Gouvernement, à vous inspirer des propositions radicales d'ECOLO pour une nouvelle gouvernance en Wallonie.

Quelques exemples :

Quand le Gouvernement osera-t-il enfin proposer au Parlement un véritable décumul des mandats, qui interdise à tout élu de détenir un mandat exécutif à un autre niveau de pouvoir ? Quand osera-t-il enfin proposer au Parlement qu'on ne peut plus être à la fois député wallon et bourgmestre, échevin ou Président de CPAS dans une commune ? Et cela, sans aucune dérogation possible.

Quand le Gouvernement osera-t-il suivre l'exemple de l'USC de Charleroi, qui contraint et forcé a décidé d'interdire le cumul entre les fonctions d'échevin, de bourgmestre ou de président de CPAS et celles de président ou de directeur-gérant d'intercommunale, d'association de communes ou structure assimilée (société de logement, autre société publique,...) ?

Quand le Gouvernement osera-t-il plus largement proposer au Parlement d'interdire le cumul entre les fonctions d'échevin, de bourgmestre ou de président de CPAS et toutes les fonctions de direction au sein d'une intercommunale, association de communes ou structure assimilée, hors celles résultant de l'organisation d'un concours public de recrutement ?

Quand le Gouvernement osera-t-il proposer au Parlement l'organisation, à partir de l'autorité de tutelle et de la Cour des comptes, d'un dispositif de contrôle *a priori* et *a posteriori* des conflits d'intérêts ?

Quand le Gouvernement osera-t-il proposer au Parlement une réduction réelle du plafond global de rémunérations de 150 % à 100 % par rapport à l'indemnité parlementaire et prise en compte de l'ensemble des revenus et non seulement des revenus d'ordre politique ?

Monsieur le Ministre-Président, il y a encore beaucoup d'autres propositions, qu'ECOLO a déjà souvent avancées. Je vous le demande pour les Wallons et les Wallonnes : renoncez à la langue de bois et osez enfin faire ce que vous dites.

Personnellement, le sort du PS m'importe peu et il m'importe encore moins que son Président devienne un jour le premier « Premier Ministre francophone du gouvernement fédéral » depuis plus de trente ans. Par contre, l'avenir de la Wallonie me tient à cœur et il apparaît évident aujourd'hui qu'on n'arrivera à rien si on ne change pas en profondeur les mœurs politiques wallonnes.

Il se trouve que vous êtes aujourd'hui le Ministre-Président du Gouvernement wallon. Alors, de deux choses l'une, Monsieur le Ministre-Président : soit vous usez de votre position et vous prenez l'initiative de proposer au Parlement des réformes radicales en matière de bonne gouvernance, soit vous vous retirez du gouvernement et vous laissez la place à un autre.